

Questions orales

LA DÉCLARATION DU MINISTRE

[Traduction]

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, je ferais de nouveau valoir au député que le gouvernement fédéral ne réduit nullement sa part des dépenses que les provinces doivent faire dans le secteur de la santé étant donné qu'il s'agit là d'un domaine de leur ressort. Suivant les dispositions de la loi à l'étude et du budget du ministre des Finances, le gouvernement va dépenser 90 milliards au lieu des 65 milliards qu'il a consacrés à ces programmes au cours des cinq dernières années. C'est une augmentation et non pas une baisse. En outre, le député pourra voir que le projet de loi C-96 protège totalement les provinces contre l'inflation.

● (1420)

Je suis d'accord pour dire que tout notre réseau de services de santé va devoir s'ajuster. Le gouvernement fédéral et les provinces doivent donc chercher ensemble à trouver une solution au problème que posent le vieillissement de la population et les progrès technologiques. J'estime que le financement des programmes établis ne constitue pas la solution.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES EXPORTATIONS DE BOIS D'OEUVRE—LA POSITION DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. En réponse à une question le ministre a déclaré hier à la Chambre que l'engagement pris par le président des États-Unis, M. Reagan, dans une lettre au sénateur Packwood, où il marquait son appui à l'action de l'industrie américaine du bois d'oeuvre, était contraire aux conditions de l'Accord de Québec tel que le gouvernement les voit.

Est-ce que le ministre est en train de nous dire maintenant que le président des États-Unis dit pour la consommation intérieure le contraire de ce qu'il dit au Canada, à son proche allié et ami? Est-il en train de nous dire qu'il y a deux positions distinctes sur cette question? Est-ce qu'il va tirer la chose au clair, pour ne pas laisser subsister cette accusation très sérieuse?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, bien sûr, ce n'est pas ce que je dis.

M. Blackburn (Brant): Maintenant assoyez-vous.

M. Clark (Yellowhead): Le député de Winnipeg—Fort Garry a cité un nommé Santos comme porte-parole du gouvernement américain. Nous prenons toujours le député de Winnipeg—Fort Garry au sérieux, même si nous avons tort de le faire. Renseignements pris auprès de la Maison Blanche, son porte-parole nous informe que Santos était dans l'erreur et qu'il ne représente pas le gouvernement américain.

Mme Copps: Oh, je vois. Par lettre?

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, le ministre se trompe. Je ne citais pas M. Santos. Je citais l'honorable Joe Clark, qui est secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Il a dit, et cela figure à la page 14112 du *hansard*, que le président a beau dire des choses pour des raisons de politiques intérieures, elles ne concordent pas avec ce que nous avons dit.

Dans sa propre déclaration, le ministre a dit que le président a pris ces engagements pour des raisons de politique intérieure. Prétendez-vous maintenant qu'il existe deux argumentations distinctes? Est-ce que le ministre veut faire une mise au point? Sinon il va laisser subsister une très sérieuse accusation contre le président des États-Unis.

M. Guilbault (Saint-Jacques): Santos va répondre à la question.

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, ce n'est pas cela que je dis, c'est écrit noir sur blanc. L'Opposition . . .

M. Turner (Vancouver Quadra): C'est ce que vous avez dit hier.

M. Clark (Yellowhead): . . . incapable de se mettre d'accord elle-même sur une ligne de pensée, s'est mise à citer un par un les 240 millions d'Américains qui peuvent avoir un point de vue à exprimer sur les négociations commerciales.

M. Axworthy: C'est vous que je cite.

M. Clark (Yellowhead): Tout ce que je peux dire, c'est que je suis heureux qu'il ne s'agisse pas de la Chine.

Des voix: Bravo!

M. le Président: À l'ordre.

Des voix: Encore!

M. le Président: À l'ordre.

LA DÉCLARATION D'UN HAUT FONCTIONNAIRE D'UN COMITÉ DU SÉNAT DES ÉTATS-UNIS

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, trêve de plaisanterie, je vais maintenant poser une question au premier ministre, qui adore ce genre de choses, et voir ce qu'il en dit.

Des voix: Oh, oh!

M. Broadbent: La personne dont a parlé le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Santos, ne s'exprime peut-être pas au nom de l'administration américaine, mais c'est un haut conseiller du comité des finances du Sénat dont le rôle est crucial lors du dernier mot des décisions commerciales. Le premier ministre a-t-il demandé au Président Reagan ou au secrétaire d'État Shultz des précisions sur la déclaration de M. Santos selon laquelle, quelle que soit la décision du département du Commerce, le Président Reagan interviendrait quand même et s'en prendrait de nouveau au bois d'oeuvre canadien?